

ŒUVRER POUR L'AGRICULTURE URBAINE PROFESSIONNELLE

FEDERATION BRUXELLOISE
DES PROFESSIONNEL·LE·S
DE L'AGRICULTURE URBAINE
BRUSSELSE FEDERATIE
VAN PROFESSIONALS
IN DE STADSLANDBOUW



Une réponse concrète aux enjeux présents et futurs de la Région

L'agriculture urbaine professionnelle (AU) apporte de nombreux bénéfices sociaux, environnementaux et économiques à la Région Bruxelles-Capitale. Elle a le potentiel d'impacter directement

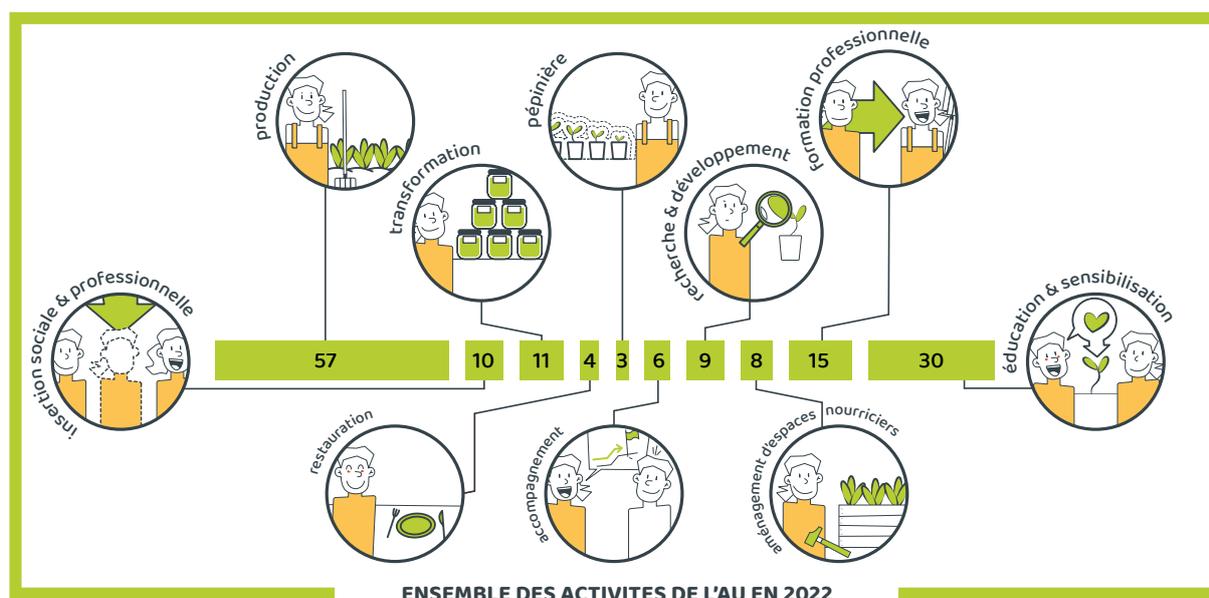
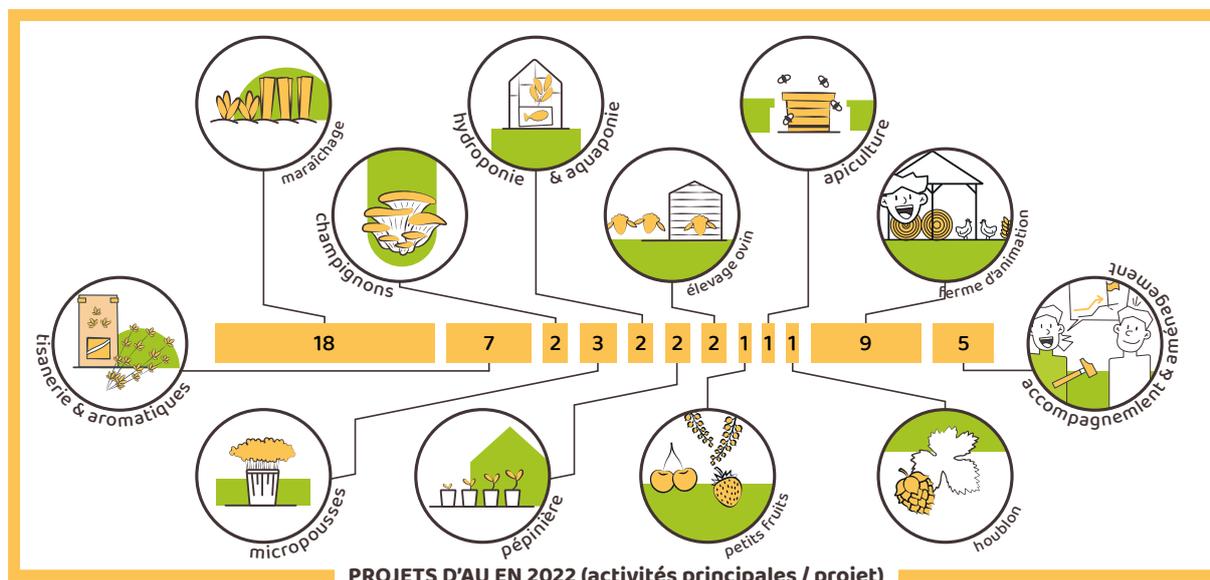
10% des Bruxellois·es,
à partir de moins d'1% du
territoire régional.



Pour ce faire, l'AU a besoin d'être **affirmée dans la vision à moyen et long terme** de la Région Bruxelles-Capitale, et reconnue comme **service d'intérêt général**. Cela se traduit par une **augmentation substantielle du budget** régional alloué à l'AU, ainsi que par une **politique affirmée** de protection et d'augmentation des **terres agricoles**. De plus, les compétences d'**agriculture**, d'**environnement**, de **climat** et de **santé** doivent continuer à être rapprochées au sein d'un **même cabinet ministériel**. Le développement territorial doit aussi être davantage mis en lien avec ces compétences.

1 Les impacts de l'agriculture urbaine professionnelle sur la Région Bruxelles-Capitale

L'AU est caractérisée par des activités agricoles (low tech ou high tech) intégrées localement dans un contexte urbain. Elle se distingue aussi de l'agriculture conventionnelle par son dynamisme, la diversité de ses activités sur petites surfaces et ses pratiques écologiques.



Premier maillon de l'alimentation durable à Bruxelles, le secteur connaît une évolution rapide, reconnue à l'international. Elle vient notamment d'être nommée **deuxième ville la plus dynamique en AU**, par le Laboratoire d'AU de Montréal¹. En effet, quasiment

inexistante il y a 10 ans, l'AU intra muros recense aujourd'hui plus d'une cinquantaine de projets², avec une **croissance de 32% depuis 2018** pour les projets productifs. Elle rassemble au total près de **150 activités** bénéficiant aux Bruxellois es.

1 Le Laboratoire d'AU de Montréal a comparé 10 villes nord-américaines et européennes, et il en sort que Bruxelles est une de celles présentant le plus grand nombre de projets professionnels d'AU, le plus grand nombre de projets/habitant-e-s, la plus grande diversité de productions, ainsi que le plus grand nombre de projets circulaires (<https://t.ly/mjoLp>).

2 Les chiffres mentionnés dans ce texte se concentrent sur les projets d'agriculture urbaine non-conventionnelle dont les sièges d'exploitation sont situés en Région Bruxelles-Capitale. Ils sont basés sur les données obtenues auprès des membres de la FedeAU, ainsi qu'auprès de certain-e-s actrices professionnel-le-s de l'AU non membres. La FedeAU n'a toutefois pas pu obtenir des données complètes sur l'entièreté des actrices bruxellois.es. Les chiffres mentionnés représentent donc des minima. Les comparaisons par rapport à 2018 sont faites à partir de l'étude Evaluation de la production agricole primaire professionnelle en Région de Bruxelles Capitale commandée par Bruxelles Economie Emploi (Boutsen et al., 2018).

L'AU dans son ensemble occupe aujourd'hui **0,3% du territoire** de la Région³. A titre de comparaison, les espaces verts accessibles au public couvrent 19% du territoire régional (ou 10% sans la forêt de Soignes)⁴. Pourtant, sur une si petite surface, **l'AU bénéficie directement à plus de 85.000 personnes chaque année** (soit 7% de la population). La stratégie Good Food 2 se donne pour objectif de créer 30 nouveaux projets de production et de mobiliser 50 ha supplémentaires à la production agroécologique. **L'AU professionnelle a donc le potentiel de bénéficier à 10 à 13% des Bruxellois-es d'ici 2030, en occupant seulement 0,6% du territoire**⁵.

Par ailleurs, l'AU rend de nombreux **services écosystémiques et climatiques**, en faisant une **alliée incontournable de la Région pour remplir ses obligations internationales** de lutte contre les changements climatiques, de préservation de la biodiversité et de réduction de déchets. Elle contribue aussi directement à l'amélioration du cadre de vie urbain.

L'agriculture urbaine professionnelle, un secteur aux multiples bénéfices pour Bruxelles et ses habitant·e·s

L'AU fournit **un grand nombre de services d'intérêt général** à la ville⁶. Elle est un secteur clé pour la transition de Bruxelles vers une société plus écologique et socialement juste. Les activités de production sont au cœur de tous les autres services remplis par l'AU.

1.1 Souveraineté alimentaire : des perspectives de développement prometteuses

De par sa production ultra locale, l'AU contribue à la souveraineté alimentaire de la Région, comprise comme "le droit des peuples à une alimentation saine [produite écologiquement], et leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles"⁷.

En 2022, les agricultrices bruxelloises ont produit plus de 470 tonnes de nourriture de qualité. La production de fruits et légumes, produite sur 0,1% du territoire de la Région, a **doublé en 4 ans** jusqu'à nourrir 0,3% de la population. Réaliser les objectifs de la stratégie Good Food 2 signifie qu'**en 2030, 1% de la population pourrait être nourri en fruits et légumes, à partir de 0,4% de son territoire**. Et ce, sans compter les nouvelles productions hors sol, les potagers citoyens, et l'agriculture péri-urbaine de Bruxelles.

Notons que Bruxelles compte, en dehors des hectares alloués à l'AU, **230 ha cultivés conventionnellement** pour de l'élevage et des cultures de céréales destinés aux marchés (inter)nationaux. **Faire transitionner ces activités** vers une agriculture durable qui nourrit la ville **permettrait à l'AU de fournir jusqu'à 5% des Bruxellois-es en fruits et légumes, sur 1,5% du territoire**⁸. Une telle production serait remarquable pour une capitale occidentale.

En parallèle, un **renforcement des liens avec la périphérie agricole** de la Région est nécessaire afin de relocaliser le reste de la production alimentaire nourrissant Bruxelles.

3 L'AU occupe 46 ha à Bruxelles : 31 ha sont alloués à la production (dont 15 de pâturage extensif), et 15 ha sont occupés par des fermes d'animation, projets pédagogiques et d'aménagements d'espaces nourriciers (hors potagers citoyens).

4 Franklin, A. (2023). Focus n°56. Bruxelles est-elle une ville verte?. IBSA Perspective.brussels.

5 Ce chiffre comprend les surfaces productives et celles allouées aux activités pédagogiques.

6 Voir le Mémoire pour la reconnaissance de la multifonctionnalité de l'AU durable (2019).

7 <https://viacampesina.org/fr/quest-via-campesina/>

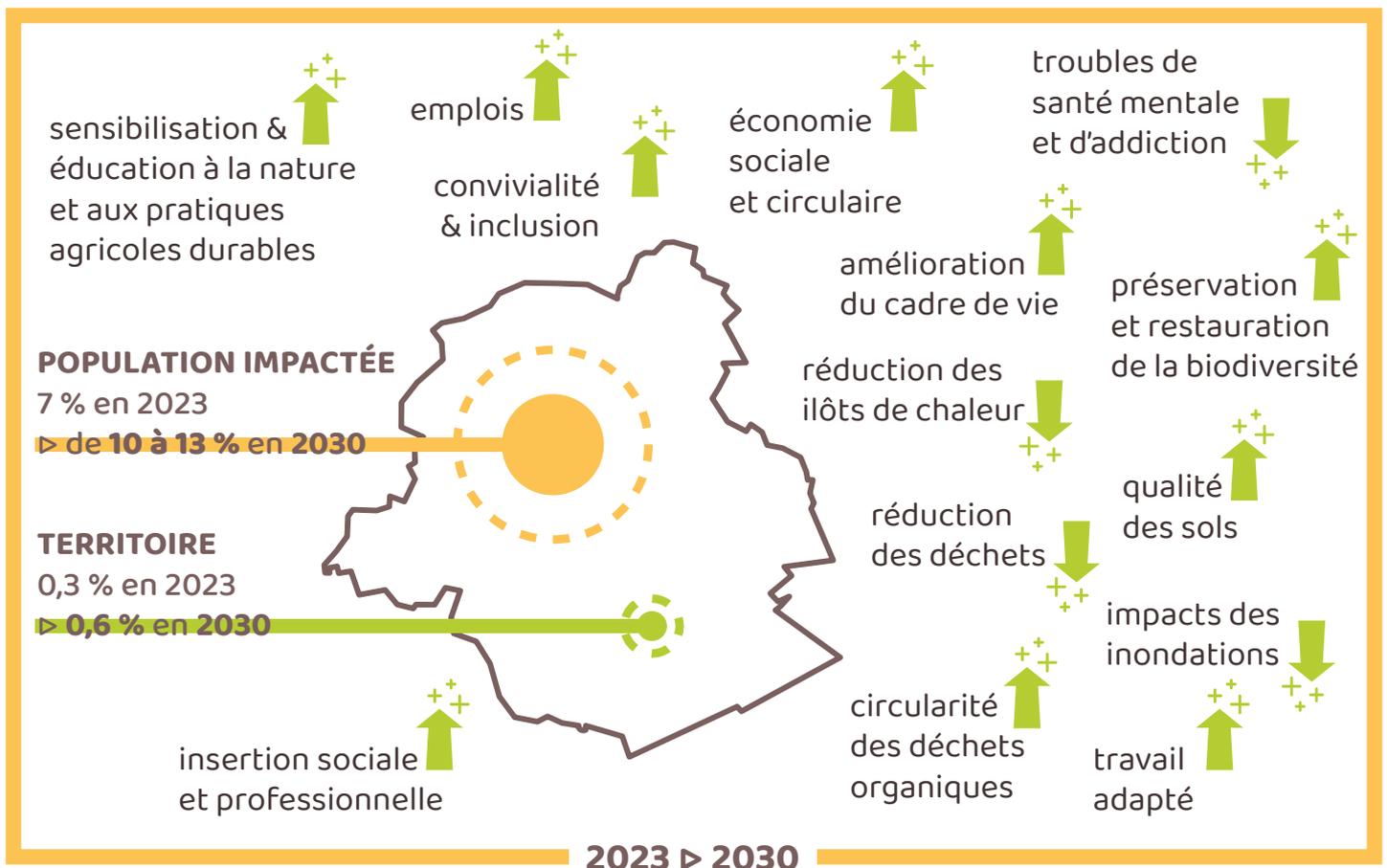
8 Ce calcul vise à donner des ordres de grandeur. Si de telles surfaces étaient libérées pour de l'AU, elles ne devraient bien sûr pas uniquement être allouées à la production de fruits et légumes.

1.2 Services écosystémiques et climatiques : l'AU, une alliée de choix

L'AU durable a des impacts positifs en termes de **qualité des sols, lutte contre les inondations, stockage de CO₂⁹, réduction des îlots de chaleur¹⁰ et circularité des déchets organiques¹¹**. Une étude scientifique de terrain à l'échelle bruxelloise permettrait de quantifier précisément ces impacts.

De plus, sur les 31 ha consacrés à la production durable à Bruxelles, **65% sont alloués à la biodiversité** ou à des cultures pérennes, agroforesterie ou prairies gérées écologiquement, permettant la préservation et le développement de la faune et flore sauvage. La diversité des espèces cultivées attire aussi une grande variété de faune. **L'AU s'insère donc parfaitement dans le maillage écologique de la ville et contribue au soutien de la biodiversité en ville.**

Pourtant, les coûts liés aux services écosystémiques rendus sont encore aujourd'hui assumés par les agricultrices. Par ailleurs, alors qu'ils contribuent à la limitation et à l'adaptation aux changements climatiques, ils subissent les aléas climatiques de plus en plus fréquents, qui peuvent parfois les mettre à rude épreuve.



9 Dayez et al. (2018), Le maraîchage agroécologique professionnel sur petites surfaces en zones (péri-)urbaines, p. 50.

10 GIEC (2022). Changement climatique. Atténuation du changement climatique.

11 Verdonck et al. (2012), Système d'alimentation durable. Potentiel d'emplois en RBC, p. 25.

1.3 Un acteur fort pour la cohésion sociale, l'éducation, la santé mentale et le bien-être

Les Bruxellois-es manifestent une demande croissante pour se nourrir durablement made in Brussels, et pour prendre part aux activités organisées par les projets d'AU. En 2022, **près de 2000 citoyen-ne-s ont participé à des formations** données par les membres de la FedeAU. Les fermes ont accueilli 360 personnes fréquentant des services actifs en matière **de santé mentale, d'addiction ou d'aide sociale**. Les **activités pédagogiques** (notamment avec les écoles) et de sensibilisation ont touché plus de **34.000 personnes**. Enfin, des **événements sociaux**

et récréatifs tels que portes ouvertes ou visites ont accueilli **48.000 personnes** en 2022. Soulignons que ces espaces sont des lieux de rencontre entre personnes issues de milieux socio-économiques, culturels et générationnels différents.

L'AU est indéniablement un **secteur attractif que les Bruxellois-es veulent préserver**. En témoignent les mobilisations citoyennes pour la préservation des projets agricoles menacés, les consultations citoyennes¹², ou encore l'intérêt des médias pour le sujet.

1.4 Un secteur économique qui gagne en maturité

L'AU est un secteur encore jeune, qui ne cesse de se développer et se renforcer. Ainsi, les **surfaces** allouées à la production **ont triplé depuis 2018**¹³. Sur la même période, le **chiffre d'affaires moyen** par hectare de production a **augmenté de 25%** pour le maraîchage pleine terre, et le **nombre d'emplois lié à la production a augmenté de près de 50%**¹⁴. Il s'agit d'**emplois locaux non-délocalisables, peu qualifiés et adaptés à l'économie sociale et circulaire**. De plus, les projets encadrent près de 150 stagiaires et personnes en insertion sociale ou professionnelle, 145 personnes handicapées, et l'espace-test agricole Graine de Paysan a recensé 200 manifestations d'intérêt depuis 2016. Ceci atteste de l'intérêt professionnel des citoyen.ne.s pour le secteur.

Dans la Région, 1 commerce sur 3 est lié à l'alimentation¹⁵. Une politique volontariste de déploiement de l'AU aura des **retombées importantes en matière d'emplois (in)directs** dans les PME du secteur de l'alimentation durable¹⁶. D'autant que le secteur s'est montré **résilient aux**

crises économiques récentes (covid, énergies, matières premières...), et que la relocalisation de l'alimentation va devoir s'accélérer dans le sillage des changements systémiques en cours¹⁷.

Malgré cette évolution positive, l'AU n'a généralement pas pour vocation première d'être un secteur très lucratif. Les prix artificiellement bas de l'alimentation rendent les ventes de productions de l'AU difficilement rentables. D'autant plus si l'on ajoute la volonté de proposer des prix accessibles, tout en devant assumer les coûts liés aux services environnementaux et sociaux rendus. **Bien que certains projets bruxellois aient une mission principalement économique, la plupart des actrices de l'AU visent avant tout à remplir les services sociétaux susmentionnés.**

Pour le moment, le secteur est pourtant encore considéré par la Région comme un secteur économique avant tout, sans suffisamment valoriser la multiplicité des services rendus à la ville, et soutenir ceux-ci.

¹² Voir notamment la consultation citoyenne effectuée par Perspective dans le cadre de la révision du PRAS où l'AU est arrivée largement en tête des enjeux les plus importants à développer pour cette révision; ou encore l'appel à idées pour le terrain des Dames Blanches à Woluwe-Saint-Pierre.

¹³ A noter que les deux élevages ovins en paturage extensif (principalement en réserve naturelle) comptent pour la moitié de la surface de production. Ceci explique le lien non-proportionnel entre l'augmentation de la surface de production et le nombre d'emplois, uniquement être allouées à la production de fruits et légumes.

¹⁴ Le secteur dans son ensemble emploie au moins 376 personnes, équivalant approximativement à 310 ETP, dont approximativement 90 ETP liés à la production. La ferme Nos Piliers est l'employeur principal des emplois non liés à la production.

¹⁵ Discours de la Secrétaire d'Etat Barbara Trachte à la rencontre annuelle Good Food le 13/06/23.

¹⁶ Verdonck et al. (2012), Système d'alimentation durable. Potentiel d'emplois en RBC, 69-74.

¹⁷ Jancovici, J-M. (2023), <https://www.youtube.com/watch?v=ZUSWZhWgWWI>

2

Besoin d'une politique volontariste pour l'agriculture urbaine professionnelle

Pour maintenir et déployer ses services sociétaux, l'agriculture urbaine et péri-urbaine a besoin d'être clairement intégrée dans la vision à long terme du développement de la Région. Pour ce faire, elle doit être reconnue et soutenue comme **service d'intérêt général** de la ville, et sortir d'une vision principalement économique du secteur.

Les objectifs Good Food concernant l'AU professionnelle sont une ligne de conduite pertinente pour la mise en œuvre concrète de la reconnaissance de l'AU comme service d'intérêt général. Toutefois, des moyens humains et budgétaires suffisants sont les éléments les plus importants pour que ces objectifs soient réellement en mesure de soutenir l'AU sur le terrain.

Concrètement, cela se traduit par :

► **Tripler le budget alloué à l'AU professionnelle**, afin de permettre à la future **ordonnance pour les aides à l'agriculture urbaine** de couvrir une partie des besoins des agricultrices en termes d'aide au fonctionnement, aux investissements, et aux pratiques renforçant les services écosystémiques et climatiques. Le budget actuel pour soutenir directement les agricultrices (via l'appel à projet agriculture urbaine) est de 250.000 euros/an. C'est à peine plus que le prix médian d'un appartement à Bruxelles. Ce montant ne rend pas justice aux services d'intérêt général que le secteur rend à la ville et ses habitants, et menace sa pérennité. Selon les estimations budgétaires, pour que l'ordonnance puisse remplir ses objectifs et réellement soutenir le secteur pour les bienfaits rendus, le budget actuel doit être triplé (voire, quadruplé).

L'ordonnance doit également être couplée de **soutiens substantiels pour les activités non-productives** bénéficiant à la société (fonctions sociales et environnementales de l'AU), et prévoir un cadre de soutien permettant aux agricultrices de **faire face aux changements climatiques**.

Par ailleurs, l'AU est pour le moment exclue des **primes et dédommagements** octroyées par Bruxelles Economie Emploi **pour la gestion et le développement des entreprises**. Une telle exclusion n'est pas justifiée si ces aides ne sont pas reprises dans l'ordonnance. De manière générale, il faut assurer la pleine inclusion de l'AU dans les aides prévues par la Stratégie Régionale de Développement Économique.

► Maintenir l'affectation agricole de l'ensemble des terres agricoles de droit de la Région, et convertir en zone agricole les terres agricoles de fait qui ne le seraient pas encore dans le cadre de la **révision du PRAS**. Dans l'attente, faciliter les installations agricoles en dehors des zones agricoles, notamment en termes d'urbanisme, là où l'agriculture de fait est historiquement présente ou pourrait s'intégrer positivement.

► Augmenter les moyens humains et financiers alloués à la mise en œuvre de la politique de **libération de nouvelles terres publiques ou privées** à Bruxelles, afin d'installer des agricultrices urbain.e.s. Notamment via: 1) le développement de mécanismes de maîtrise foncière, tel qu'un droit de préemption sur toutes les terres agricoles; 2) un accompagnement accru des agricultrices conventionnel-le-s à Bruxelles, afin de faire évoluer les pratiques sur leurs terres vers plus de durabilité et de vente en circuits courts.

► Continuer et renforcer le **rapprochement des compétences régionales d'agriculture, environnement, climat et santé**, notamment en maintenant un-e ministre en charge de ces différentes compétences. Par ailleurs, la compétence de développement territorial doit être davantage mise en lien avec ces dernières.



FEDEAU

FEDERATION BRUXELLOISE DES PROFESSIONNEL·LE·S DE L'AGRICULTURE URBAINE
BRUSSELSSE FEDERATIE VAN PROFESSIONALS IN DE STADSLANDBOUW

Pour tout renseignement ou contact :

Gaëtane Charlier

coordination@fedeau.be

www.fedeau.be

382, av. de la Couronne (A.1), 1050 Ixelles



La FedeAU ASBL rassemble, renforce et porte la voix des professionnel.le.s de l'Agriculture Urbaine bruxelloise. L'association se veut être un vecteur de soutien, par et pour les professionnel.le.s de l'agriculture urbaine dans une dynamique participative et co-construite, au développement d'une agriculture urbaine durable et solidaire à Bruxelles et dans sa périphérie. Elle vise notamment à faciliter la pérennisation et le développement d'emplois de qualité, mettre en avant les bienfaits sociétaux engendrés par l'agriculture urbaine, s'inspirer et dialoguer avec les organismes des autres régions, et augmenter les quantités de nourriture locale, durable, variée et accessible aux Bruxellois·e·s.

